Résolution sur la Russie: arrestation d'Alexeï Navalny et d'autres manifestants

2017/2646(RSP) - 06/04/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 494 voix pour, 39 contre et 91 abstentions, une résolution sur la Russie: l'arrestation d'Alexeï Navalny et d'autres manifestants.

Le texte adopté en plénière avait été déposée en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE et Verts/ALE.

Le Parlement a condamné les opérations de police ainsi que la détention de centaines de citoyens, y compris d'Alexeï Navalny, dont l'organisation a été à l'origine des manifestations contre la corruption en Russie. Le 26 mars 2017, entre 33.000 et 93.000 personnes ont participé à des manifestations dans plus de 80 villes russes au cours desquelles plus de 2.000 manifestants ont été arrêtés par la police.

Les députés ont invité les autorités russes à **libérer immédiatement Alexeï Navalny**. Ils ont condamné les tentatives répétées pour le réduire au silence et ont exprimé leur soutien aux efforts de son organisation pour sensibiliser à la question de la corruption au sein des institutions publiques et chez les représentants politiques.

Soulignant les motifs politiques des peines infligées aux manifestants, le Parlement a exprimé des doutes sur **l'indépendance et l'impartialité** des organes judiciaires de la Fédération de Russie et a exhorté les institutions judiciaires russes s'acquitter de leurs tâches sans ingérence politique. Il a demandé aux autorités russes de mettre un terme au harcèlement de journalistes, d'opposants politiques et de militants politiques et de la société civile, de respecter les obligations internationales relatives aux droits de l' homme et de garantir la liberté des médias et de la liberté de réunion.

À la lumière des allégations de corruption à l'encontre d'hommes politiques russes de premier plan, le Parlement a invité la Commission, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et les États membres à prendre des **mesures systématiques contre toute tentative de blanchiment d'argent à l' intérieur de l'Union**. Il a demandé à sa commission d'enquête sur les «*Panama papers*» de prêter attention à toute trace de flux de capitaux russes suspects par l'intermédiaire de banques établies dans l' Union européenne.

Enfin, la résolution a demandé la mise en place d'une **politique unifiée porteuse d'un message commun fort sur le rôle des droits de l'homme** dans les relations entre l'Union européenne et la Russie.